

Les Kurdes

■ Pour que cessent toutes les barbaries

D'abord un fait simple mais essentiel : la Turquie envahit un pays voisin, la Syrie. Mais il est encore temps de réagir.

La France et l'Union européenne sont particulièrement absentes dans les débats pour le respect des droits de l'homme et de la démocratie dans cette partie du monde. L'alignement sur les États-Unis et sur l'OTAN nous éloignent de certains de nos amis traditionnels et peuvent nous entraîner dans des actions extrêmement dangereuses : le retrait de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran et le retrait des troupes US de leurs positions à la frontière turco-syrienne en sont deux exemples.

Il est difficile de prévoir les conséquences des mouvements en cours mais nous constatons déjà que les promesses faites aux Kurdes ne sont pas tenues et que d'autres exactions se préparent, comme leur expulsion de leurs terres traditionnelles du Rojava ouvrant la porte à une véritable épuration ethnique.

Maintenons la pression sur le gouvernement français pour qu'il défende des valeurs humaines et de démocratie devant l'UE et devant les Nations-Unies. Rappelons en France notre ambassadeur en Turquie. De plus, le gouvernement français ne peut tolérer les interventions des services secrets turcs MIT contre des Kurdes réfugiés en France.

Décidons un embargo sur les produits turcs. La Turquie, membre de l'OTAN, est un partenaire commercial et militaire privilégié pour les pays occidentaux, dont la France. Bien qu'elle ne satisfasse pas aux règles de l'UE en matière des droits humains et de démocratie, la Turquie continue de bénéficier de conditions très favorables de sa part et de la France : 50% des importations vers la Turquie viennent de l'UE et 30 % de leurs exportations sont vers l'UE !

Participons à une collecte de fonds via le Croissant rouge kurde de Syrie. Il y a urgence humanitaire : l'eau manque dans plusieurs régions. Des centaines de milliers de civils sont ou vont être sur les routes.

Exigeons la libération d'Oçalan enfermé dans des conditions inhumaines depuis 20 ans.

Il faut sortir le PKK des listes des organisations terroristes et le reconnaître en tant que mouvement de résistance (Cf. Tribunal Permanent des Peuples, mai 2018).

Participons aux initiatives organisées par le Conseil Démocratique des Kurdes en France, CDK-F, et la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan, CNSK.



Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire
Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9, rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

01 40 12 09 12 - national@mvtpaix.org - www.mvtpaix.org

LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Membre de la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan (CNSK)

Demande d'informations complémentaires

Prénom Nom

Département : Courriel :

Je souhaite être tenu(e) au courant des initiatives prises par le Mouvement de la Paix concernant le Kurdistan.

Date et signature

■ Avant-propos

Ce document donne des références de base pour aider à la compréhension de l'actualité des Kurdes dans le contexte actuel au Proche et Moyen Orient. La situation évolue rapidement, nous serons amenés à faire régulièrement des mises à jour ou à diffuser des analyses plus spécifiques.

Depuis un siècle, le Proche et le Moyen Orient connaissent des soubresauts nombreux issus des rivalités entre les grandes puissances et leurs alliés locaux. La France et le Royaume-Uni qui donnaient le ton jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ont laissé la place aux USA et à la Russie. Le contexte est aussi la politique du Grand Moyen Orient des USA visant à déstabiliser les pays de la région, à supprimer les structures étatiques pour mieux en dominer les ressources, pétrole et eau, et les peuples. C'est ce qu'ont subi l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Palestine. C'était un enjeu pour la Syrie avant l'intervention des russes. L'objet n'est pas de dédouaner Bachar el-Assad de sa brutalité et de son manque de démocratie mais bien de reconnaître qu'il fallait tout faire pour éviter une guerre civile, la pire des situations pour le peuple.

■ Une position stratégique au Moyen Orient

Le Kurdistan existait en tant que pays jusqu'à la chute de l'Empire Ottoman à la fin de la guerre 1914-18. Après celle-ci, le Traité de Sèvres en 1921 maintenait cet état. Sous la pression des vainqueurs de la guerre, cette décision était annulée et en 1923 le Traité de Lausanne décidait la partition de ce peuple entre 4 pays : l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. C'est actuellement dans le monde le peuple sans état le plus important.

Le Kurdistan est une région très montagneuse qui constitue un grand réservoir d'eau : des lacs importants et les fleuves Tigre et Euphrate qui irriguent la Syrie, la Turquie et l'Irak. L'eau est un enjeu majeur dans les conflits actuels de la région : c'est la Mésopotamie (en grec antique, entre les fleuves) dont les brillantes civilisations remontent à plusieurs millénaires. De nombreuses ethnies pratiquant des religions différentes y ont cohabité en paix : la religion majoritaire actuelle est l'islam sunnite, une part importante des Kurdes sont des alévis, religion syncrétique très ouverte, issue du chiisme et du zoroastrisme notamment. La parité femmes/hommes est une donnée prioritaire prise en compte dans l'organisation de la société par les partis kurdes de Turquie et de Syrie : les communes et administrations sont dirigées par un binôme Femme/Homme, des co-maires. Le patriarcat et les crimes d'honneur persistent malheureusement. En Turquie, malgré la destruction massive des cultures et des végétations pour isoler les résistants, les forêts représentent toujours une superficie importante. La Syrie est considérée comme le « grenier » de la région.

Les Kurdes représentent une culture distincte de celle de leurs voisins arabes, chrétiens (grecs et arméniens), turcs (présents dans la région depuis le 15^{ème} siècle) ou perses. La coexistence globalement pacifique entre cultures différentes a duré pendant des millénaires mais depuis le début du 20^{ème} siècle, les enjeux géopolitiques et économiques des états de la région (principalement le pétrole et l'eau) et les effets des différentes formes de colonisation, ou de mise sous tutelle, ont rendu cette cohabitation difficile en instrumentalisant notamment les aspects religieux.

Il n'existe pas de recensements officiels des Kurdes, seulement des estimations sans doute peu fiables : autour de 19 millions en Turquie, 6 en Irak, 2 en Syrie, 7 en Iran pour un total de 34 millions. Une réelle solidarité existe entre les Kurdes habitant ces différents pays, avec parfois des réticences et des heurts.

La création du soi-disant État islamique sur les ruines de l'Irak et la lutte internationale contre lui sont des éléments majeurs pour toute la région, et en particulier pour les Kurdes qui sont aux avant-postes de cette guerre.

La Résolution n°2170 du 15 août 2014 du Conseil de Sécurité a demandé la création d'une coalition internationale dirigée par les USA contre les exactions de l'État Islamique en Syrie et en Irak. Elle complète la résolution 1373 de 2001. Mise en place à la Conférence de Paris du 15 septembre 2014, elle comprend à l'origine 22 pays dont la France, les USA, la Turquie et le Royaume-Uni. L'Iran qui n'est pas membre de la coalition soutient l'Irak et la Syrie. La Russie mène son propre jeu, en coordination ou non avec la coalition.

La Turquie, bien que membre de la coalition, apporte une aide militaire et logistique aux islamistes (nous les appellerons de cette manière un peu réductrice parce qu'ils sont formés de nombreux groupements dont les noms changent souvent.)

Par le jeu des alliances, 122 pays sont actuellement concernés par la guerre de Syrie (ils étaient 22 pendant la Seconde Guerre mondiale). Des succès importants ont été obtenus en Irak et en Syrie grâce à des interventions communes avec les Forces Démocratiques syrienne (FDS) comprenant l'armée syrienne et des YPG Kurdes (Unités de protection du peuple). La rupture de la coalition par les USA en septembre 2019 rompt un équilibre fragile dont il est difficile fin octobre 2019 de dire comment la situation va évoluer. On peut noter que la Turquie qui est à l'offensive contre les Kurdes en octobre 2019 se trouve dans la situation où un pays de l'OTAN utilise des armes contre des forces alliées de l'OTAN. Cela, en plus de ses alliances conjoncturelles actuelles, notamment avec la Russie pour l'achat d'armement, rend difficile une évaluation de l'avenir, même à court terme.

■ En Turquie

Selon les propres propos du Président Erdogan, les Kurdes représentent pour lui le principal ennemi de la Turquie : tout doit donc être regardé au travers de ce filtre et de fait, les Kurdes sont l'objet de discriminations massives et de massacres répétés. Malgré ces conditions très difficiles, la volonté des Kurdes est de mettre en place des structures politiques démocratiques autonomes en adaptant les principes politiques du PKK : démocratie, décentralisation. L'éducation et une place pour les femmes identique à celle des hommes sont privilégiés : les principales responsabilités sont partagées par un binôme femme/homme dans les zones kurdes de Turquie et de Syrie, les co-maires. Cette volonté démocratique, inacceptable pour le gouvernement turc, renforce encore la répression dont ils sont l'objet.

Le début de la persécution des Kurdes en Turquie se trouve bien en amont, pendant la période ottomane. Mais si leur population est trop grande pour pouvoir subir des génocides comme ceux perpétrés à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} contre les chrétiens, les grecs pontins, les assyriens et les arméniens, la répression reste d'une très grande violence.

Pour les USA et l'Union européenne, le PKK est toujours considéré comme une organisation terroriste alors que ces pays coopèrent avec lui dans la lutte contre Daech avec la coalition internationale. Le Tribunal Permanent des Peuples dans la session qui a été consacrée aux Kurdes à Paris en mars 2018 et dont le verdict a été prononcé dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles en mai 2018, leur donne le statut de résistants au sens français du mot.

Après le coup d'état raté de juillet 2016, une répression féroce s'est abattue sur la presse, les associations, les élus de l'opposition, les avocats et les enseignants. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ont perdu leur travail, plusieurs milliers sont emprisonnés, la plupart des journaux « libres » ont été fermés. La répression s'est aggravée ensuite et en particulier depuis les élections municipales de 2019 et la concrétisation de la représentativité du parti HDP qui regroupe, en plus de représentants Kurdes, des représentants d'autres cultures, assyro chaldéennes, arméniennes, yézidis notamment. Le HDP ne présentait pas de candidat en dehors de la zone kurde et le parti dominant AKP a perdu des grandes villes comme Istanbul et Ankara la

capitale. Comme après les élections précédentes, les nouveaux maires HDP ou alliés ont été démis de leurs fonctions et remplacés par des administrateurs. La plupart sont en prison.

L'assassinat en 2013 des 3 militantes Kurdes à Paris était sans doute une des prémices de ce qui se développe actuellement.

La revendication kurde n'est pas l'indépendance mais une forme d'autonomie leur permettant de pratiquer leur langue et leur culture. L'autorité de leur leader, fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, est réelle et durable malgré son emprisonnement au secret, seul dans une île de la mer de Marmara depuis 1999. Les responsables politiques kurdes ont su élargir l'assise de leur parti représentatif du HDP qui comporte désormais 59 représentants au parlement monocaméral d'Ankara (élections du 1^{er} novembre 2015) après en avoir comporté 80 sur un total de 550 sièges avant la dissolution du scrutin de juin 2015.

Bien qu'ayant reçu le soutien militaire des occidentaux et de la Russie dans la lutte contre les islamistes, le PKK figure toujours sur les listes des organisations terroristes. C'est pourtant lui, sur le terrain, pour des populations en état de légitime défense, qui contribue à contenir et à refouler les forces islamistes.

■ En Syrie

La France a eu mandat de la SDN, Société des Nations, en 1924 pour administrer ce qui est devenu la République de Syrie. Des liens forts ont été longtemps maintenus entre nos 2 pays. La fin de ce mandat, après la Seconde Guerre mondiale, a été suivi de 25 ans de désordres intenses avec plusieurs coups d'état où le Royaume-Uni et surtout les USA ont joué un rôle central. 1970 voit l'arrivée au pouvoir du parti Baas et d'Hafez el-Assad, père de l'actuel Président Bachar el-Assad, régime lui-même très brutal. La guerre civile en Syrie a commencé en 2011 après le printemps arabe réprimé très violemment et l'infiltration progressive de Daesh. Elle a servi de prétexte à l'intervention de la Turquie à plusieurs reprises.

Les Kurdes se sont mobilisés contre les envahisseurs islamistes et ils sont parvenus à les repousser comme à Kobanê en 2015, mais au prix de très nombreuses victimes et destructions. Une administration politique provisoire a été mise en place dans les zones « libérées » selon les principes évoqués plus haut, au Rojava le long de la frontière avec la Turquie, ce que celle-ci ne peut accepter. Un modus vivendi de neutralité avec le gouvernement syrien a subsisté jusqu'en septembre 2019. Le départ des USA de la coalition internationale en octobre 2019 a créé une situation où l'armée syrienne a repris position sur une bande de 30 km de large le long de la frontière. Il est difficile de dire ce qu'en sera l'avenir.

■ En Irak

En Irak, après avoir été victimes de la répression sous le régime de Saddam Hussein et suite à l'interdiction en 1988 de survol du territoire du nord après le génocide kurde et le bombardement chimique d'Halabja, les Kurdes bénéficient d'une très large autonomie dans la République d'Irak. Un État quasiment fédéral a été créé donnant aux Kurdes une place au sommet de l'État. Mais le pouvoir d'État, très faible depuis la guerre de 2003 et partagé entre sunnites, chiites et Kurdes, a été encore bouleversé par l'invasion partielle de leur territoire par les islamistes de Daesh, eux-mêmes largement structurés par des anciens militaires irakiens. Sous l'influence de l'Iran et de manière un peu contradictoire, les chiites sont en position de force en Irak, pays en majorité sunnite. Cette région a développé le commerce avec ses voisins. Le Kurdistan du sud, en Irak, accueille des Kurdes victimes du pouvoir turc et il fait l'objet régulièrement de bombardements par des avions militaires turcs.

■ En Iran

En Iran, les Kurdes sont l'objet de persécutions massives, avec de nombreuses exécutions sommaires par le régime théocratique en place. La mise en place de structures politiques locales comme en Syrie est très difficile.